Document généré le 24 avr. 2024 15:09

Bulletin d'histoire politique

L'étude de la Première Guerre mondiale dans les manuels scolaires ontariens et québécois de l'entre-deux-guerres (1919-1939)

Mourad Djebabla et Samy Mesli

Volume 17, numéro 2, hiver 2009

Le Québec et la Première Guerre mondiale 1914-1918

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1054724ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1054724ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Djebabla, M. & Mesli, S. (2009). L'étude de la Première Guerre mondiale dans les manuels scolaires ontariens et québécois de l'entre-deux-guerres (1919-1939). *Bulletin d'histoire politique, 17*(2), 125–140. https://doi.org/10.7202/1054724ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2009

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

L'étude de la Première Guerre mondiale dans les manuels scolaires ontariens et québécois de l'entre-deux-guerres (1919-1939)

Mourad Djebabla
Chercheur post doctoral
Boursier du FQRSC
Université McGill
et
Samy Mesli
Chercheur post doctoral
Université de Montréal

Le 11 novembre 1918, la signature de l'armistice, dans la forêt de Rethonde, en France, mettait fin à la Première Guerre mondiale. Au cours de quatre années d'hostilités, de 1914 à 1918, près de 10 millions de combattants périrent, parmi lesquels 60 000 Canadiens. Face au traumatisme causé par cette mort de masse, dès l'après-guerre, les États anciennement belligérants définissent une théâtralisation commémorative pour honorer la mémoire des soldats tombés au champ d'honneur. Afin de donner un sens à leur sacrifice, à partir de 1919, des monuments aux morts et la cérémonie du 11 novembre, en tant que vecteurs officiels du « faire se souvenir », sont établis dans la sphère sociale pour encadrer la mémoire collective de cet événement. En même temps, pour inculquer aux nouvelles générations une interprétation de l'événement, le sujet de la Grande Guerre s'introduit dans les écoles par l'intermédiaire du manuel scolaire, « mode de transmission sociale par excellence »[1] selon Henry Rousso.

Déjà, pendant le conflit, les enfants ont été retenus comme des acteurs à part entière de la société en guerre. En effet, comme le souligne l'ancien chef d'état-major allemand Erich Ludendorff, « ce ne sont plus seulement les armées mais les nations qui font la guerre »[2]. Au Canada, en 1917-1918, les enfants ont ainsi été mobilisés pour aller travailler aux

champs dans le cadre des *Soldats du Sol*, dont le but était alors de produire les denrées nécessaires aux Alliés, et notamment à l'Angleterre[3]. Par le biais des loisirs, de la littérature enfantine ou du milieu scolaire, en 1914-1918, les enfants ont également été soumis à des représentations du conflit qui visaient à leur inculquer les bases de compréhension de l'événement pour être en mesure d'avaliser la justesse du combat mené contre l'ennemi[4]. De même, encadrés par les adultes, les écoliers ont joué un rôle actif dans les levées de fonds pour des œuvres patriotiques ou le bien-être des combattants.

Néanmoins, il faut remarquer que l'introduction du fait militaire dans l'environnement scolaire n'est pas propre à la Première Guerre mondiale. Dès avant 1914, des groupes pacifistes et des syndicats enseignants s'étaient mobilisés en Europe pour dénoncer le chauvinisme et le militarisme qui s'étalaient alors dans les manuels scolaires[5]. De même, au Canada comme en Europe, par le biais d'activités sportives, les élèves étaient soumis à des entraînements paramilitaires. Ceci s'inscrivait alors dans un contexte où la valorisation de la masculinité et de la bonne condition physique des jeunes hommes était vue comme un gage de la force de la nation[6].

Par définition, les manuels scolaires sont à voir comme un vecteur de transmission, non pas d'un simple savoir historique, mais d'un discours porté sur le passé par le biais des gouvernants, qui en définissent le contenu avec des directives officielles. Dans ce cas, l'orientation proposée de l'histoire dans les manuels a un impact direct dans la société par l'intermédiaire des élèves, jeunes citoyens en devenir. D'ailleurs, pour ces derniers, les manuels scolaires constituent souvent les seuls livres d'histoire qu'ils consulteront au cours de leur existence. Dès lors, étudier le contenu des manuels scolaires revient à aborder les normes didactiques et pédagogiques qui orientent et façonnent un discours simple porté sur un passé qui se veut consensuel pour susciter chez l'élève un sentiment d'appartenance à une identité commune[7].

L'objet de cet article est d'étudier le traitement fait de la Première Guerre mondiale dans les manuels scolaires publiés au Québec et en Ontario durant l'entre-deux-guerres. À la suite des travaux de Mourad Djebabla sur le récit de la guerre de 1914-1918 dans les manuels québécois francophones[8], il paraît utile d'élargir la question aux ouvrages destinés aux élèves anglophones de l'Ontario.

Outre la donne culturelle différente entre les provinces québécoise et ontarienne, le Québec est retenu dans l'historiographie canadienne comme ayant été peu enclin à se mobiliser[9], au contraire de l'Ontario qui fut parmi les provinces les plus impliquées dans l'effort de guerre du

Canada[10]. Par exemple, en juin 1918, sur les 538 283 soldats du Corps Expéditionnaire canadien, 231 191 sont issus de l'Ontario et 62 375 du Québec[11]. Ce constat n'est pas sans susciter des critiques à l'encontre des Canadiens français pendant les hostilités[12]. De plus, en 1917-1918, l'épisode de la conscription a été marqué par nombre d'incidents au Québec, notamment avec la mort de civils, dans la ville de Québec, après une manifestation dénonçant les méthodes des agents à la recherche de conscrits réfractaires[13].

Au cours de la guerre, cette différence du rapport au conflit se retrouve également dans les écoles. En effet, dès l'automne 1914, le ministre de l'Éducation de l'Ontario, R. A. Pyne, promulguait la directive *The War and The Schools*[14]. Dans le cadre d'une démarche pédagogique et didactique, celle-ci intégrait le sujet de la guerre dans les leçons d'histoire données dans toutes les écoles de la province, qu'elles soient publiques ou séparées[15]. Inspirée d'une loi anglaise similaire[16], cette mesure s'inscrivait dans le cadre de la promotion de l'Angleterre et de l'Empire dans les écoles ontariennes[17]. Pour ce faire, le manuel britannique *The Children Story of the War* fut imposé dans toutes les classes ontariennes[18], tandis que les sujets d'examens de fin d'année comportaient des questions sur le conflit[19]. Au contraire, aucune directive similaire n'a été prise, au Québec, par le Surintendant de l'Instruction publique. Les professeurs étaient alors libres de traiter ou non de la guerre en classe dans le cadre d'un enseignement qui mettait plutôt l'accent sur les valeurs identitaires canadiennes-françaises à préserver, comme la foi ou la langue[20].

À la lumière de ces divergences, il paraît utile de s'interroger sur les traces laissées par cette expérience différente du conflit dans l'enseignement de l'histoire au Québec et en Ontario, pendant la période de l'entre-deux-guerres. Pour ce faire, trois manuels, publiés en français au Québec, ont été consultés. Produits par l'élite cléricale, ces titres sont : *Histoire du Canada*, de l'abbé Desrosiers (1919[21], 1925[22]) ; *Histoire du Canada*, des Frères des Écoles Chrétiennes (1919[23]) ; *Précis d'histoire du Canada*, de Joseph Rutché, de la Congrégation du Saint-Esprit (1928[24]). En ce qui a trait à l'Ontario, les titres retenus sont : *History of Canada*, de W. L. Grant (1922[25]) ; *History of Canada*, de I. Gammell (1923[26]) ; *History of Canada*, de Duncan McArthur(1936[27]).

Par une étude comparative de ces différents titres, notre objectif est de rendre compte des différences et des convergences dans le traitement de la Grande Guerre, que ce soit autour du problème des traces de la propagande du temps de guerre, de la mise en lumière du rôle du Canada dans le conflit, et de l'étude de la conscription.

Les traces des années de guerre

L'analyse du récit de la Grande Guerre dans les manuels ontariens et québécois révèle tout d'abord que nombre d'interprétations propagandistes du temps de guerre sont reprises au cours des années 1920. Cela concerne notamment le problème de la culpabilité allemande, sujet qui, en Europe, fait alors l'objet de bien des débats politiques et universitaires[28]. Comme dans les discours de propagande pendant le conflit, les manuels scolaires retiennent le Reich allemand comme responsable du déclenchement de la guerre. Par exemple, en 1919, le manuel des Frères des Écoles Chrétiennes, qui consacre un paragraphe à la guerre de 1914-1918, présente un long développement sur la question des causes du conflit. Il rend alors compte de l'enchaînement des déclarations de guerre dont la source est identifiée comme étant l'Allemagne et son allié autrichien :

> l'Autriche et l'Allemagne déclarèrent la guerre à la Serbie, à la Russie, à la France, à la Belgique, puis à l'Angleterre. Ces derniers pays formèrent une alliance formidable contre l'ennemi commun. On vit alors la Turquie et la Bulgarie se joindre aux empires centraux, tandis que le Japon, le Portugal, l'Italie, la Roumanie et les États-Unis se rangeaient à tour de rôle du côté des alliés[29].

Il convient néanmoins de rappeler que dans les faits, c'est l'Angleterre qui, le 4 août 1914, déclara la guerre à l'Allemagne, après que les armées allemandes eurent violé la neutralité du territoire belge. Nous pouvons penser que cette interprétation proposée par le manuel des Frères des Écoles Chrétiennes est un moyen de souligner l'aspect belliqueux de l'Allemagne, tout en plaçant la Grande-Bretagne en position de défensive. Ceci, en retour, permet alors de mieux justifier la noblesse de l'engagement du Canada pour secourir sa métropole. De même, en 1923, le manuel de I. Gammell souligne que la responsabilité de la guerre incombe aux ambitions de l'Allemagne qui, au cours du XIXe siècle, avait connu un développement industriel, scientifique, commercial et économique important. Dès lors, à l'exemple de ce qu'affirmaient les discours de propagande du temps de guerre autour de la soif de suprématie de l'Allemagne[30], I. Gammell remarque : « Her people were educated to believe that such supremacy was her natural right »[31]. Dans le manuel de W. L. Grant, publié en 1922, le regard porté sur l'Allemagne est le même, mais il cible plus précisément la personnalité belliqueuse de l'empereur allemand : « an impetuous, theatrical autocrat ». Guillaume II est ainsi retenu, comme durant les années de guerre d'ailleurs[32], comme le principal bouc émissaire du

déclenchement de la guerre, tout comme la caste militaire qui l'entourait : « The truth remains that Germany had come to stand for a scientific and ordered servitude, enforced if necessary by war, and that Great Britain and the British Empire stood for liberty and for the right of the nations to self-development »[33].

Cette idée d'une lutte entre deux mondes, à savoir l'idéal allemand de domination face au Droit défendu par la Grande-Bretagne, est également un écho direct aux discours de propagande des années 1914-1918[34]. En effet, dans les représentations de la guerre diffusées au Québec et en Ontario durant le conflit, l'opposition de deux conceptions du monde était très présente dans les discours de propagande avec, d'un côté, les bienfaits du libéralisme britannique dont le Canada profitait, et, de l'autre, l'autoritarisme et le militarisme allemands dont l'Europe souffrait[35]. Cette interprétation de la lutte met en lumière le fait que le conflit ne visait pas le peuple allemand, mais bien un système de pensée à éradiquer. De ce point de vue, le manuel scolaire de Joseph Rutché insiste plus précisément sur les différences entre un impérialisme allemand et un autre britannique :

> on avait d'ailleurs soin de bien distinguer l'impérialisme anglais de celui de l'Allemagne. L'Angleterre, faisait-on remarquer, est un empire démocratique, large de libéralité et généreux envers les colonies, qu'il laisse vivre de leur vie personnelle tandis que l'impérialisme allemand est absolu, militaire et niveleur[36].

Dans le cadre de cette interprétation, le manuel de l'abbé Desrosiers valorise l'intervention de la Grande-Bretagne comme « chevaleresque » pour défendre un idéal universel, le Droit, malmené par les Allemands : « l'Angleterre, partie à ce traité [garantissant la neutralité belge] et réalisant bien que la vague germanique ne s'arrêterait pas dans les Flandres ou en France, déclara la guerre à l'empire teuton (…) »[37]. Les termes restent proches du discours des années 1914-1918 avec un traitement péjoratif des Allemands.

Néanmoins, si les raisons de l'intervention anglaise dans le conflit sont retenues comme louables, les manuels scolaires ontariens et québécois se penchent également sur le problème de l'engagement du Canada par le biais de sa métropole anglaise. Dans ce cas, le principal problème qui est posé est celui de la dimension coloniale du Canada en 1914. Les manuels québécois et ontariens s'inscrivent alors dans un contexte où, comme l'a démontré Carl Berger, l'impérialisme, au Canada anglais, est une forme du nationalisme canadien[38], au contraire des Canadiens français, dont le nationalisme se nourrit d'une opposition à la doctrine impérialiste. Pour

ces derniers, il s'agit plutôt de valoriser le Canada en tant qu'entité nationale biculturelle[39]. Les manuels portent alors la trace de ce rapport différent à l'Empire britannique. Au Québec, par exemple, le livre de l'abbé Desrosiers retient :

> M. Felding, ministre des finances dans le gouvernement de Laurier, avait déjà déclaré en Chambre au cours du débat sur la question navale que lorsque la Grande-Bretagne est en guerre le Canada est aussi en guerre. Jamais notre dépendance coloniale n'avait été aussi franchement admise, dans le parlement canadien, surtout par un ministre de la couronne (…). Les conservateurs, qui étaient au pouvoir au moment de la déclaration de la guerre, restaient libres d'appliquer le principe jusque dans ses ultimes conséquences. Nous étions en guerre pour de bon[40].

Le manuel de l'abbé Desrosiers dénonce ainsi la domination coloniale du Canada par la Grande-Bretagne, demandant à son Dominion de soutenir ses armes[41]. Au contraire, dans les manuels en anglais, l'accent est mis sur l'idée d'unité des Canadiens autour de leurs hommes politiques et de la métropole anglaise. Le manuel de Duncan McArthur pose ainsi : « The declaration of war found the Canadian people united in defence of the motherland. In parliament, Sir Wilfried Laurier, the leader of opposition, pledged the support of his followers in the vigorous prosecution of the war against the common enemy »[42]. Dans le manuel de W. L. Grant, c'est plus précisément la donne culturelle britannique des Canadiens anglais qui est retenue comme la justification de l'entrée en guerre du Canada au côté de la Grande-Bretagne :

> When in the last days of July 1914, war became imminent, the general Canadian feeling was one of bewilderment. We had never visualised a world war. […]. But when […] every day showed war more and more imminent, few quailed or hesitated. If Great Britain were called on to fight for the sanctify of treaties, for the liberty of the nations, for all that makes life worth living in honour [sic] worth any sacrifice, then Canada, fundamentally British in tradition and in ideals, was ready to do her part[43].

En 1928, le manuel de Joseph Rutché tente une synthèse de ces approches en proposant d'interpréter la place du Canada dans le conflit comme le résultat de son devoir de défendre des valeurs universelles et de sa solidarité envers la Grande-Bretagne. Toute évocation de contrainte est ainsi dépassée :

> déjà lors de la guerre du Transvaal [1899-1901], comme on agita la question de l'envoi d'un corps expéditionnaire canadien, un ministre libéral Fielding prononça ces paroles : « quand l'Angleterre est en guerre, le Canada est en guerre ». (…) L'Angleterre déclarait donc la guerre à la fois pour elle et pour le Canada. La maîtrise de ses propres destinés échappait ainsi au Canada, dans les questions les plus importantes dans la vie des nations (…). Un tel langage ne pouvait certes pas enthousiasmer pour la participation les cœurs les plus fiers de la patrie canadienne. Heureusement les chefs apportèrent d'autres raisons ; des raisons plus dignes d'un pays autonome, qui se détermine « personnellement » à prendre part aux hostilités. Ce furent les raisons d'*honneur* [pour la défense de la paix et de la Belgique], d'*intérêt* [le sort du Canada est lié à celui de l'Angleterre] et de *sympathie* [solidarité aux deux mères-patries][44].

Il convient de retenir que les manuels tant canadiens-français que canadiens-anglais de l'après-guerre ont un récit qui demeure encore très imprégné des justifications offertes du conflit pendant son déroulement. Par ce biais, les manuels s'inscrivent dans le contexte de l'après-guerre qui reconnaissait la culpabilité allemande dans le déclenchement du conflit, en vertu de l'article 231 du Traité de Versailles. En dehors de ces traces du temps de guerre, les manuels sont également le reflet de leur époque, notamment en ce qui a trait au rapport au fait guerrier.

Le Canada en guerre

Dans un contexte d'après-guerre marqué par le poids des morts, tout l'enjeu des années 1920-1930, a été de donner une justification aux sacrifices consentis par le Canada, notamment par le biais des monuments aux morts et de la cérémonie commémorative du 11 novembre[45]. Dans les manuels, on constate deux manières d'aborder la question des disparus. Tout d'abord, le livre des Frères des Écoles Chrétiennes qualifie la guerre de « terrible hécatombe la plus sanglante dans l'histoire du monde »[46]. Le problème de ce type d'interprétation est de pencher vers le pacifisme en ne retenant des années de guerre que sa violence et sa dimension meurtrière. Comme l'a démontré Jonathan Vance au niveau de la mémoire du conflit de 1914-1918 au Canada, une valeur a été donnée aux sacrifices des soldats canadiens afin que l'implication du Canada dans la guerre ne soit pas vue comme inutile[47]. Nous retrouvons cette entreprise de justification du Canada en guerre dans les manuels anglophones qui font de l'événement de 1914-1918 le point d'émergence d'un Canada adulte. Par exemple, le

manuel de I. Gammell débute son chapitre consacré à la Première Guerre mondiale en soulignant : « Every Canadian boy and girl should know the causes of the war, the part played in it by Canada, and the changes it has made in our national life and character »[48]. Dans l'entre-deux-guerres, la principale justification retenue du sacrifice des combattants est d'avoir permis à un Canada adulte d'émerger au sein de l'Empire britannique.

Pour souligner la valeur du Canada dans le conflit, les manuels scolaires reviennent alors sur les faits d'armes des soldats canadiens en France et en Flandres. Dans ce cas, des développements sont offerts sur les principales batailles où le Canada s'illustra. Il est remarquable de constater la richesse et la précision des manuels canadiens-anglais, qui consacrent plusieurs pages à la description des combats, confrontant ainsi plus sûrement les élèves au fait militaire. Par exemple, le manuel de W. L. Grant décrit l'offensive de la Somme en ces termes :

> The fighting for the Somme was far more terrible than what we had gone before. The high explosive shells of the artillery churned up the soil into a horrible mixture of mud and chalk ; gas masks had to be […] frequently worn ; but month after month the continuous attacks of the Allies and the steady resistance of the Germans showed that human endurance could outdo the stoutest deeds of the heroes of old[49].

Les noms des batailles retenus par les manuels canadiens-anglais sont ceux des principaux engagements et des victoires des Canadiens outremer, comme Ypres, en avril 1915, qui marque le baptême du feu des soldats canadiens. Ces derniers font alors face à la première attaque aux gaz lancée par les Allemands. Pour souligner la valeur du Canada dans la guerre, le manuel de I. Gammell consacre tout un paragraphe à l'officier canadien Sir Arthur Currie, promu commandant du Corps d'Armée canadien après la victoire à Vimy, dont il fut le principal artisan[50].

Cette approche du Canada en guerre, dans les manuels anglophones ontariens, vise à démontrer la maturité acquise du Canada au sein de l'Empire britannique, grâce à ses hommes et à ses chefs qui se sont illustrés au front.

Si les faits militaires sont valorisés, les manuels au Québec tendent plutôt à mettre en lumière des héros proprement canadiens-français, participant ainsi à une individualisation et à une valorisation de la place des Canadiens français dans la Grande Guerre. Par exemple, en 1919, le livre des Frères des Écoles Chrétiennes précise la composition du premier régiment canadien levé à l'été 1914. La place des Canadiens français y est

soulignée : « le 24 septembre, 33 000 hommes comprenant plus de 2 400 Canadiens français [...] »[51]. De même, en présentant le bilan du conflit, le manuel de l'abbé Desrosiers se limite à la participation du 22e bataillon, seule unité spécifiquement canadienne-française au front. Pour témoigner de l'effort des Canadiens français, il insiste alors sur les pertes subies par l'unité : « […] parti au mois de mai 1915 avec 1 000 hommes, [le 22e] s'est renouvelé dix fois par la suite et a laissé là-bas 6 000 des nôtres »[52]. D'après l'étude de Jean-Pierre Gagnon sur le 22e bataillon, de 1915 à 1919, l'unité a perdu 1 147 hommes[53] et non 6 000. Cette exagération est sans doute le reflet du manque de données chiffrées, en 1919, mais elle peut également apparaître comme un moyen de susciter chez les élèves un sentiment de fierté face au sacrifice consenti par les hommes du 22e bataillon. Celui-ci permet alors de masquer les accusations qui sont apparues pendant le conflit, et particulièrement lors du vote de la conscription, selon lesquelles les Canadiens français n'avaient pas fait leur devoir[54]. De plus, dans son édition de 1925, le manuel est enrichi d'une iconographie intitulée « les Canadiens à Courcelette »[55], cette bataille ayant été acquise en grande partie par le 22e bataillon, en 1916. Il s'agit ainsi de proposer aux élèves une image de héros canadiens-français modernes de la Grande Guerre représentés comme montant à l'assaut au milieu de ruines.

Au contraire, le manuel de Joseph Rutché se rapproche le plus des ouvrages canadiens-anglais. Les soldats sont en effets des Canadiens et jamais le 22e bataillon n'est évoqué[56]. Dès lors, il n'est pas surprenant de constater la mise en valeur de la bataille de Vimy, décrite comme « l'une des plus belles gloires canadiennes »[57].

Au-delà de l'implication outre-mer, des manuels retiennent aussi la question de la mobilisation du Canada, d'un océan à l'autre, pour un même effort de guerre. Dans ce cas, l'idée d'unité de la société civile mobilisée est développée pour rendre compte de l'apport du Canada à la lutte. Par exemple, le manuel de Duncan McArthur note : « Splendid effort was directed to the relief of suffering caused by the war, to the assistance of the dependents of the men overseas, and to care of the wounded who retourned to Canada »[58].

Seule note discordante à ce constat, le manuel de l'abbé Desrosiers. En effet, ce dernier met plutôt au jour le problème des conséquences sociales du conflit. Ce constat, qui ne se retrouve dans aucun autre manuel, tend à dénoncer les bouleversements sociaux engendrés par le conflit :

> [...] notre participation à la grande guerre a fait naître dans les provinces un état de malaise qui s'est d'abord manifesté dans le domaine politique, puis dans la vie économique. Les conditions

> sociales, ici comme en Europe, ont été modifiées par les événements des cinq dernières années et l'époque de « reconstruction », dans laquelle nous sommes entrés, présente à l'attention de nos hommes d'État des problèmes d'ordre politique et économique de la plus haute portée sociale pour notre avenir[59].

Cette approche réaliste de l'après-guerre et de l'impact des années de guerre sur la société canadienne ne se retrouve toutefois plus dans l'édition de 1925. Cette dernière préfère en effet souligner l'affirmation politique du Canada.

Plus généralement, ce que les manuels retiennent de l'implication du Canada dans la Première Guerre mondiale, c'est sa maturité acquise au sein de l'Empire britannique grâce à son effort de guerre. Le manuel de Duncan McArthur note ainsi :

> The war represented the greatest effort that the Canadian people had yet put forth ; it marked their « coming-of-age » as a nation, with new powers and fresh responsibilities. The South African War helped to direct attention to Canada as an attractive place for settlement ; the Great War signaled the arrival of a young and vigorous nation, capable of bearing its share of the burden of civilization[60].

Cette idée d'un Canada sorti grandi de la guerre se retrouve également dans le manuel de W. L. Grant, qui écrit :

> In this great war of peoples the part taken by Canada is full of glory. Wild words were spoken by partisans ; knavish fortunes were made by profiteers ; but the stream of Canadian heroism was broad enough and deep enough to carry along all such debris without dimming its purity. In the war of peoples, Canada, too, acted as a people ; she found her soul through sacrifice, and won for herself a heritage which can never fade[61].

Nous retrouvons ainsi ce que Jonathan Vance à démontré au sujet de la mémoire canadienne du conflit de 1914-1918, à savoir que le Canada donne comme sens à ses sacrifices consentis dans la guerre, celui de s'être pleinement affirmé comme adulte au sein de l'Empire britannique[62]. Nous retrouvons alors plus précisément la remarque faite, au XIX^e^ siècle, par Ernest Renan, au sujet de l'affirmation des nations : « un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire (j'entends de la véritable), voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale »[63].

L'ouvrage de Joseph Rutché, en 1928, traduit très bien cette évolution, puisque tout au long de la leçon, le Canada est cité comme une « nation » ou un « pays », et jamais en tant que Dominion de l'Empire britannique[64]. Cette prétention à plus d'autonomie au sein de l'Empire a pu pleinement s'exprimer, en 1931, avec le Statut de Westminster. Mais, au-delà des faits unitaires retenus, les manuels rendent également compte de l'épisode de la conscription de 1917-1918, qui fut à l'origine de bien des divisions au Canada.

La conscription

La conscription est partie prenante de l'expérience canadienne de la Grande Guerre, mais elle a été diversement vécue du côté des Canadiens anglais et des Canadiens français. L'étude des manuels scolaires fait alors apparaître des divergences quant à l'interprétation du phénomène.

Tout d'abord, il convient de constater que certains ouvrages ont choisi d'éluder la question de la conscription. C'est le cas du manuel des Frères des Écoles Chrétiennes, en 1919, qui n'en fait qu'une mention laconique : « le fédéral passa, en dépit de la plus vive opposition, la loi de la conscription (1917) »[65]. Tout est dit en une phrase.

Au contraire, les manuels canadiens-anglais abordent la conscription par l'angle de la légalité. Le titre de I. Gammell propose un long développement de la question. Dans un premier temps, il justifie la loi par les pertes subies par les forces armées, revenant ainsi à l'origine de la justification proposée, durant le conflit, par Robert Borden[66]. Le paragraphe décrit ensuite le vote de la loi par le Parlement, mettant l'accent, dans ce cas, sur la dimension démocratique de cette mesure. Wilfrid Laurier est quant à lui retenu, dans son opposition, comme représentatif de ses compatriotes canadiens-français. Néanmoins, la division présentée par le manuel demeure dans le cadre politique du parlementarisme canadien : « with a strong backing from Québec, opposed this [law], and urged that the question be submitted to popular vote. Nevertheless, the bill received the support of a number of Liberals and passed through both Houses of Parliament by very large majorities »[67].

Cette approche politique de la conscription, qui permet de rappeler la légalité de la mesure et de masquer toutes divisions ethnico-culturelles, est reprise par les autres manuels canadiens-anglais. Au Québec, le manuel de Joseph Rutché, qui est sans doute le plus proche des ouvrages canadiens-anglais, retient Robert Borden comme un homme politique responsable, qui n'a fait que répondre à la nécessité de soutenir les hommes

du front. Il soutient ainsi : « Le gouvernement activa donc le recrutement et, pour arriver au nombre de 500 000, il fit voter la conscription obligatoire »[68].

Il faut toutefois constater que certains manuels s'aventurent sur la question de la division ethno-culturelle provoquée par l'effort de guerre en hommes. Dans le manuel de W. L. Grant, en 1922, la section intitulée « The Attitude of Quebec » commence par saluer l'attitude de Wilfrid Laurier, chef de l'opposition, qui avait déclaré, en 1914, sa volonté de collaborer avec le gouvernement de Robert Borden pour soutenir l'effort de guerre. Cependant, l'auteur déplore que l'ensemble de ses compatriotes canadiens-francais n'aient pas suivi son exemple : « for as the war went on, it was evident that such would not be the attitude of all his compatriots ». Parmi les freins à l'engagement des Canadiens français, le manuel rappelle l'amertume provoquée par le refus du gouvernement ontarien de reconnaître l'enseignement en français dans les écoles de l'Ontario. Cette mesure, vivement ressentie par l'élite canadienne-française au Québec, fut exploitée par Henri Bourassa. Pour ces raisons, W. L. Grant note : « Mr. Bourassa grew only more bitter against Great Britain and against Ontario. Germany's treatment of Belgium was placed on a par with England's treatment of the French-Canadian ». Dans sa conclusion, l'auteur relativise cependant ce portrait péjoratif du peu d'engagement des Canadiens français en déplorant l'attitude de certains groupes anglophones :

> These utterances were not the voice of his native province, which found truer expression in the nobler words of Laurier, but they were not without weight. They held back many from enlisting, and in spite od the valiant services of many sons of Quebec, introduced a jarring note. They brought forth intolerant and foolish replies in English-speaking Canada, and prevented the war from drawing together he two races as it might otherwise have done[69].

En 1936, l'ouvrage de Duncan MacArthur soulignait à son tour la participation plus faible enregistrée chez les Canadiens français : « Some of the methods adopted by the government in promoting voluntary enlistment in Quebec had not been very wise, and recruiting had not proceed as rapidly as in other provinces »[70].

Dans son édition de 1919, le manuel de l'abbé Desrosiers aborde le thème de la conscription en soulignant les tensions ethnico-culturelles qui se firent jour au niveau politique entre Canadiens anglais et Canadiens français :

un fort contingent de libéraux anglais avaient voté pour la conscription. Les conservateurs crurent que l'occasion était bonne de renouveler l'alliance libérale-conservatrice de Macdonald-Cartier ; Mais M. Borden ne put réussir à faire entrer dans la coalition le chef libéral, sir Wilfrid Laurier, ni aucun de ses partisans canadiens-français ; Plusieurs députés libéraux anglais passèrent seuls à l'unionisme et entrèrent dans le cabinet d'union. On eut alors un gouvernement unioniste […]. Les nouveaux alliés balayèrent les provinces de l'Ouest, prirent une énorme majorité dans l'Ontario [provinces à majorité anglophone], se partagèrent avec les francs libéraux, les provinces maritimes mais n'élurent que trois députés sur soixante-cinq dans le vieux Québec[71].

Par contre, dans l'édition révisée de 1925, le manuel abandonne la dialectique d'opposition ethnico-culturelle pour ne retenir qu'une simple lutte entre partis politiques, ce qui permet d'adoucir les divisions nées de la conscription. Le paragraphe, qui s'intitulait, en 1919, « Unionistes et conscription », devient, en 1925, « Gouvernement de coalition » :

le chef du gouvernement, voulant encore augmenter cet effectif [du CEC] fit voter par les chambres la loi de conscription. Cette mesure ne fut pas populaire et les chefs politiques tentèrent de former un gouvernement de coalition. Plusieurs libéraux passèrent ainsi dans l'alliance libérale-conservatrice mais le chef de l'opposition, M. Laurier, rallia ceux de ses partisans qui lui restèrent fidèles [...][72].

Outre l'omission des termes « Canadiens français » et « Canadiens anglais », le nom même de Borden a disparu, afin de ne plus rattacher la loi à la seule volonté d'un homme, source de controverses. Les divisions culturelles du temps de guerre sont ainsi censurées pour ne retenir que le jeu normal de la démocratie canadienne en temps de guerre. Cette approche tend ainsi vers une histoire plus consensuelle.

Conclusion

L'étude des manuels canadiens-français du Québec et canadiens-anglais de l'Ontario de l'entre-deux-guerres amène à plusieurs conclusions. Au début des années 1920, il demeure des différences importantes dans le traitement de la Grande Guerre, le récit canadien-français soulignant l'expérience douloureuse du conflit, comme le fait le manuel de l'abbé Desrosiers en 1919. Par la suite, et après l'instauration officielle de la cérémonie

du 11 novembre au Canada, en 1921, on observe l'émergence d'une approche plus consensuelle. Le manuel de Jospeh Rutché est alors celui qui se rapproche le plus d'une lecture canadienne-anglaise de la Grande Guerre. L'expérience canadienne-française du conflit tend à être tue et intégrée à une expérience globalisante canadienne de la guerre de 1914-1918. Les noms de batailles, l'apport du conflit à l'affirmation du Canada, et la lecture sous le seul angle législatif de la crise de la conscription sont les grands thèmes abordés par les manuels canadiens-anglais et canadiens-français de la fin des années 1920. Ce n'est qu'après la Deuxième Guerre mondiale qu'un récit canadien-français/Québécois se réaffirmera avec une vision plus individuelle de l'expérience des années 1914-1918.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Henry Rousso, *Le Syndrome de Vichy, de* 1944 *à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1990, p. 235.
2. Edward M. Earle, *Les Maîtres de la stratégie : de la fin du XIXe à Hitler*, volume II, Paris, Berger-Levrault, 1982, p. 41 ; Voir également : Erich Ludendorff, *La guerre totale*, Paris, Flammarion, 1936, 248 p.
3. Desmond Morton et Jack Granatstein, *Marching to Armageddon. Canadians and the Great War* 1914-1919, Toronto, Lester and Orpen Dennys Limited, 1989, p. 84.
4. Stéphane Audoin-Rouzeau, *La Guerre des enfants (*1914-1918*). Essai d'histoire culturelle*, Paris, Armand Colin, 2e éd., 2004, 253 p.
5. Jean-Jacques Renoliet, *L'UNESCO oubliée : la Société des Nations et coopération. intellectuelle* 1919-1946, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 10-12.
6. Pour développer davantage cette question, voir : Mark Moss, *Manliness and Militarism : Educating Young Boys in Ontario for War*, USA, Oxford University Press, 2001, 218 p.
7. Henri Moniot, « Présentation », dans *Enseigner l'histoire : des manuels à la mémoire*, Henri Moniot *et al.* (dir.), Berne, Peter Lang, 1984, p. 6.
8. Mourad Djebabla-Brun, *Se souvenir de la Grande Guerre. La mémoire plurielle de* 14-18 *au Québec*, Montréal, VLB, 2004, 181 p.
9. Desmond Morton, *Billet pour le front. Histoire sociale des volontaires canadiens (*1914-1919*)*, Montréal, Athéna Éditions, 2005 (1993), p. 81-83.
10. Adam Crerar, « Ontario and the Great War », dans *Canada and the First World War*, David Mackenzie (dir.), Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 230-233.
11. J. Castell Hopkins, *The Province of Ontario in the War*, Toronto, Warwick Bros. & Rutter, 1919, p. 24.
12. Desmond Morton, *op. cit.*, p. 81.
13. Jean Provencher, *Québec sous la loi des mesures de guerre,* 1918, Montréal, Boréal Express, 1971, 146 p.
14. Ontario, ministère de l'Éducation, *The War and the Schools*, 19 novembre 1914, Archives publiques de l'Ontario, RG2-175-0-1, boîte 1, circulaire no. 27.

15. Les écoles séparées incluent dans leur enseignement une éducation religieuse. En Ontario, cela concerne notamment les écoles catholiques canadiennes-françaises.
16. «Lessons from the War for School Pupils», *The Globe*, 11 novembre 1914, p. 6.
17. Robert M. Stamp, *The Schools of Ontario,* 1876-1976, Toronto, UTP, 1982, p. 95.
18. Ontario, ministère de l'Éducation, *To School Boards, Inspectors, and Teachers : The Golden Rules Books and the Children's Story of the War*, janvier 1915, Archives publiques de l'Ontario, RG2-43, 2-935, dossier 29.
19. Ontario, ministère de l'Éducation, *Examination Papers*, 1915-1918, Archives publiques de l'Ontario, RG2-116, boîte 5.
20. Christian Laville, « Evolution du manuel d'histoire au secondaire », *Bulletin de liaison-Société des professeurs d'histoire du Québec (SPHQ)*, volume 25, no. 5, octobre 1987, p. 21.
21. Adélard Desrosiers *et al.*, *Histoire du Canada*, Montréal, Beauchemin, 1919, 567 p.
22. Adélard Desrosiers *et al.*, *Histoire du Canada*, Montréal, Granger Frères, 1925 (1919), 479 p.
23. Frères des écoles chrétiennes (FEC), *Histoire du Canada*, Montréal, sans nom d'éd., 1919 (1914), VII-718 p.
24. Joseph Rutché *et al.*, *Précis d'histoire du Canada : pour les élèves des classes supérieures de l'enseignement secondaire*, Montréal, Beauchemin, 1928 (1925), 258 p.
25. W. L. Grant, *History of Canada*, Toronto, Ryerson Press, 1922, 465 p.
26. I. Gammell, *History of Canada,* Toronto, W. J. Gage & Co., 1923 (1921), 303 p.
27. Duncan McArthur, *History of Canada*, Toronto, W. J. Gage, 1936, 536 p.
28. Pierre Miquel, *La Grande Guerre*, Paris, Fayard, 1983, p. 606. ; Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Seuil, 2004, p. 18-19.
29. FEC, *op. cit.*, p. 608.
30. Stéphane Audoin-Rouzeau, « "Bourrage de crâne" et information en France en 1914-1918 », dans *Les sociétés européennes et la guerre de* 1914-1918 *: actes du colloque organisé à Nanterre et à Amiens du* 8 *au* 11 *décembre* 1988, Jean-Jacques Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau (dir.), Paris, Université de Nanterre, 1990, p. 165.
31. I. Gammell, *op. cit.*, p. 254.
32. John Horne et Alan Kramer, 1914. *Les atrocités allemandes*, Paris, Tallandier, 2005 (2001), p. 236.
33. W. L. Grant, *op. cit.*, p. 357-358.
34. Jean-Jacques Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, *La France, la Nation, la guerre :* 1850-1920, Paris, Société d'édition d'enseignement supérieur, 1995, p. 294.
35. Sylvie Lacombe, *La rencontre de deux peuples élus. Comparaison des ambitions nationale et impériale au Canada entre* 1896 *et* 1920, Québec, PUL, 2002, p. 186-187 et 257.
36. Joseph Rutché *et al.*, *op. cit.*, p. 242.
37. Adélard Desrosiers *et al.*, *op. cit.*, p. 524.
38. Carl Berger, *The Sense of Power. Studies in the Ideas of Canadian Imperialism,* 1867-1914, Toronto, University of Toronto Press, 1970, p. 259.

39. Robert Page, *La guerre des Boers et l'impérialisme canadien*, Ottawa, La Société historique du Canada, 1987, p. 25.
40. Adélard Desrosiers, *op. cit.*, p. 524.
41. Henri Bourassa, *Que devons-nous à l'Angleterre ?*, Montréal, sans éd., 1915, 420 p.
42. Duncan McArthur, *op. cit.*, p. 464.
43. W. L. Grant, *op. cit.*, p. 364-365.
44. Joseph Rutché *et al.*, *op. cit.*, p. 241.
45. Sur la question de la mémoire canadienne de la Première Guerre mondiale au Canada, en 1920-1930, consulter : Jonathan Vance, *Mourir en héros. Mémoire et mythe de la Première Guerre mondiale*, Montréal, Athéna Éditions, 2006 (1997), 316 p.
46. FEC, *op. cit.*, p. 608.
47. Jonathan Vance, *op. cit.*
48. I. Gammell, *op. cit.*, p. 253.
49. W. L. Grant, *op. cit.*, p. 374.
50. I. Gammell, *op. cit.*, p. 260. ; soulignons que de 1914 à 1917, le Corps d'Armée canadien était sous le commandement d'officiers britanniques.
51. W. L. Grant, *op. cit.*, p. 364.
52. Adélard Desrosiers *et al.*, *op. cit.*, p. 528.
53. Jean-Pierre Gagnon, *Le 22^{e} bataillon (canadien-français)*, Québec, PUL, 1986, p. 326.
54. Desmond Morton, *op. cit.*, p. 81.
55. *Ibid.*, p. 439. (édition de 1925).
56. Joseph Rutché *et al.*, *op. cit.*, p. 243-245.
57. *Ibid.*, pp. 243-244.
58. *Ibid.*, p. 465.
59. Adélard Desrosiers *al.*, *op. cit.*, p. 528.
60. Duncan McArthur, p. 474.
61. W. L. Grant, *op. cit.*, p. 367.
62. Jonathan Vance, *op. cit.*, p. 178.
63. Françoise Dosse, « La mémoire fragmentée : Paul Ricœur : entre mémoire, histoire et oubli », *Cahiers français : la mémoire, entre histoire et politique*, no. 303, juillet-août 2001, p. 27.
64. Joseph Rutché, *op. cit.*, p. 240-245.
65. FEC, *op. cit.*, p. 608
66. «Canada at War », Speech delivered by Sir Robert Borden, May 18th 1917, Canada, sans nom d'éd., 1917, p. 33.
67. I. Gammell, *op. cit.*, p. 265
68. Joseph Rutché *et al.*, *op. cit.*, p. 243.
69. W. L. Grant, *op. cit.*, p. 366-367.
70. Duncan McArthur, *op. cit.*, p. 467.
71. Adélard Desrosiers *et al.*, *op. cit.*, p. 525. (éd. de 1919)
72. *Ibid.*, p. 436. (éd. de 1925).